

# Mobile: l'Inde menace les BlackBerry

Les ennuis de Research In Motion en Asie se poursuivent. Notamment en Inde où le gouvernement a demandé au constructeur canadien de lui donner accès aux données chiffrées concernant les détenteurs de téléphones BlackBerry indiens qui circulent sur ses serveurs. L'Inde compterait plus d'un million d'utilisateurs de BlackBerry.

L'Inde a donné jusqu'au 31 août à RIM, faute de quoi, si le constructeur canadien ne peut accéder à cette requête, les services BlackBerry seront bloqués. Cet ultimatum est le troisième auquel RIM se trouve confronté, en quelques semaines à peine, après ceux adressés [par les Émirats arabes unis et l'Arabie Saoudite](#).

Ce durcissement intervient suite à une proposition jugée insuffisante de RIM au gouvernement indien. L'opérateur proposait en effet à l'Inde de pouvoir pister les messages sans pour autant livrer d'informations sur le chiffrement de ceux-ci.

Selon les informations du [Wall Street Journal](#), «lors d'une réunion le 26 juillet, des représentants de RIM ont dit à des responsables indiens qu'ils avaient une procédure pour aider les administrations chargées de la sécurité à traquer les messages qui les intéressent».

Cette requête indienne intervient suite aux problèmes de sécurité auquel est confronté ce territoire et aux attentats de Mumbai par un commando islamiste, en novembre 2008 qui avait fait 166 morts, rendu possible grâce à l'utilisation des nouvelles technologies.

Ainsi afin de lutter plus efficacement contre l'espionnage, le gouvernement indien souhaiterait également que RIM installe des équipements sur son sol, pour surveiller de plus près les e-mails et autres SMS transitant sur les BlackBerry.

Rappelons que l'Inde est le deuxième marché mondial pour la téléphonie mobile, avec plus de 600 millions d'abonnés, et que ce pays possède le plus fort taux de nouveaux abonnés mensuels au monde (plus de 10 millions de nouveaux clients par mois).

De fait, le gouvernement indien met la pression sur RIM ainsi que sur tous les opérateurs télécoms du pays en leur rappelant que la possibilité du contrôle des communications fait partie des obligations de la licence qui leur a été accordée.

A terme, Google et Skype pourraient devenir eux aussi des cibles pour le gouvernement indien au nom du même principe de «sécurité nationale».

Source: [l'Espresso.fr](#)